

*Initiatives parlementaires*

Le gouvernement a pris deux positions sur cette question. Je suis content que le député ait pris l'initiative de chercher à tirer la situation au clair. Comme il le sait, deux jours avant qu'il ne présente sa motion, le gouvernement lui-même s'était engagé à rendre le Parlement plus ouvert et à donner aux simples députés plus d'initiative. Peut-être que s'il n'avait pas été si pressé d'adopter le programme du gouvernement, il aurait pu parvenir à la solution qu'il a essayé de présenter à la Chambre tout à l'heure.

Il y a deux autres points dont il faut tenir compte dans le cas présent. Les gens utilisent les expressions «votes libres» et «votes de confiance» comme s'ils étaient synonymes, ce qui n'est pas du tout le cas. Rien dans le Règlement n'empêche l'opposition officielle, le Nouveau Parti démocratique et le groupe de députés indépendants de tenir un vote collectif. En tout temps, mon caucus peut décider sur n'importe quelle question que les députés sont libres de voter comme bon leur semble, sans recevoir de conseils ou de directives de leur caucus ni être soumis à des pressions. C'est ce que nous avons fait. Lorsque la Chambre a décidé si oui ou non le Canada devait être présent dans le Golfe durant la guerre l'année dernière, nous avons demandé qu'on tienne un vote libre, que les députés puissent voter selon leur conscience. Le gouvernement a refusé. Même si dans le cas de l'avortement, il y a eu un vote libre, c'était une question de conscience. C'est également vrai en ce qui concerne la peine capitale. En outre, pour beaucoup d'entre nous, la guerre est une question de conscience également.

• (1150)

Ainsi, nous avons libéré nos députés de toute contrainte. Notre caucus a décidé après un vote à main levée si on devait ou non tenir un vote libre. Nous nous sommes également demandé s'il fallait ou non expliquer aux députés les enjeux. Il est faux de prétendre qu'un vote de confiance est un vote libre pour tout le monde.

Un vote de confiance est un outil bien précis que les gouvernements utilisent pour se maintenir au pouvoir, car si un gouvernement perd un vote de confiance, il n'a alors plus le droit de gouverner et il doit demander aux Canadiens de lui donner un nouveau mandat.

Il y a des cas que le gouvernement a considérés manifestement comme des questions de confiance alors qu'il n'en est rien.

Prenons le cas de la loi sur le cabotage, sur laquelle on a commencé à se pencher il y a une quinzaine d'années.

La Chambre en a été saisie juste avant les élections de 1988. Elle a été adoptée à la Chambre et au Sénat. Il y a eu certains désaccords entre les partis, mais cela ne fait pas partie du programme électoral que le gouvernement a exposé durant les campagnes de 1984 ou 1988. Il s'agit simplement de la mise à jour d'une loi.

On peut considérer qu'il ne s'agit pas là de questions de confiance, qu'elles ne font pas partie du mandat ou du programme du gouvernement et qu'il est donc possible de faire preuve d'une certaine souplesse.

Nous devons reconnaître que, si la population demande la tenue de votes libres, c'est qu'elle croit vraiment que le vote de confiance doit être réformé et qu'elle est mécontente des décisions que prend le gouvernement.

J'ai noté avec intérêt que le libellé initial de la motion du député prévoyait que nous devions appuyer tout ce que fait le ministre des Finances.

La TPS n'est-elle pas l'oeuvre du ministre des Finances? N'est-elle pas la taxe la plus détestée de l'histoire du Canada? Les ministériels aiment bien laisser entendre que, s'ils avaient pu voter selon leur conscience, ils ne l'auraient pas adoptée.

Je voudrais que des ministériels disent à la Chambre comment ils ont voté à leur congrès de Toronto l'an dernier, car je suppose que, comme dans mon parti, les parlementaires sont tenus d'assister à de tels congrès. Je crois que 95 p. 100 d'entre eux ont appuyé la TPS après coup, une fois que ce gouvernement l'avait fait adopter de force.

On ne peut gagner sur deux tableaux. On ne peut demander la tenue de votes libres pour tenter de plaire aux électeurs qui détestent cette taxe. On ne peut soutenir qu'on se serait prononcé différemment s'il y avait eu un vote libre.

Ils n'ont pas voté différemment au congrès. La TPS était conforme à la philosophie et aux méthodes du Parti conservateur, du gouvernement conservateur et des conservateurs mêmes. Ils ne le nient pas. Ils n'hésitent pas à le dire.

C'est autre chose quand on laisse entendre que la situation serait différente s'il y avait des votes libres, monsieur le Président, s'il y avait des votes libres pour tout, sauf pour ce que fait le ministre des Finances, que ce soit la TPS, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés—dans ce cas, je parlerais plutôt de l'absence d'impôt sur les sociétés—, toutes ces choses qui touchent les Canadiens dans leur vie de tous les jours.